N° 137
15 JANVIER 2019

KOMITÉ POPILÈ

jik an bout!

Responsable de publication : Jean ABAUL – Contact : 0696 41 41 32 | cncpmartinique@gmail.com

EDITORIAL

« SURTOUT, CROYEZ EN VOS REVES ! »

La presse spécialisée n'a pas manqué de signaler « le premier gros dérapage de Miss France 2019». Eh oui ! Commettant une « Entorse au protocole *» du règlement, elle a déclaré ceci dans une émission de TV Mag : "J'ai eu l'occasion de lire les revendications des gilets jaunes et je trouve qu'il y en a beaucoup qui sont pertinentes " ajoutant que « La manière dont ils sont en train de répondre pour obtenir des revendications n'est peut-être pas la meilleure... Il faudrait trouver une manière plus pacifique de faire passer le message."

Pendant longtemps les concours de Miss ont été dénoncés comme l'expression achevée du sexisme. Depuis quelques années, sous la pression de l'opinion, les Comités organisateurs font prévaloir que la personnalité et le niveau culturel des concurrentes sont désormais pris en compte. Il est bien vrai qu'aujourd'hui, ces dernières affichent de hauts niveaux universitaires et ont le mérite d'être engagée dans des causes caritatives ou humanitaires. Mais le règlement des concours a pris soin de bien cadrer les choses.

D'abord, le principe reste que c'est sur la base de l'exposition du corps des femmes que repose la sélection. Même si quelques concessions ont été faites quant aux mensurations et à la « visibilité de la diversité », ce sont, en définitive, les critères de beauté et les modes de vie made in occident qui sont pris en compte.

Ensuite, une armée de coachs formatés se charge de conditionner les candidates pour qu'elles sachent « *se vendre* » par leur posture et par un langage convenu : « *Je vais représenter mon pays* »,

« *Je suis une combattante* » et «*Surtout, croyez en vos rêves car, comme moi, vous pourrez les réaliser !* ». Pas question, toutefois, de sortir du cadre ! Le règlement vous interdit… d'apposer un tatouage sur votre dos ou de vous exprimer sur les questions politiques et sociales. Vous êtes soumises, mesdames, à la bienséance décidée par l'aristocratie qui dirige la société ! Le pays que vous représentez désormais, c'est celui des entreprises du luxe, de la gastronomie et du tourisme. En récompense, les quelques unes qui parviennent sur les plus hautes marches, au prix de gros « sacrifices » (sic), sont comblées : couronne, avalanche de luxueux cadeaux, fréquentation des hautes sphères dans le monde.

Quant aux « sans-couronne », aux sans-emploi et aux sans-revenus, on nourrira « leur rêve » en renouvelant l'opération chaque année et en s'assurant que les Miss représentent alternativement les différentes « provinces ».

La vérité est que le l'objectif des concepteurs et des organisateurs de ces événements est de servir du rêve pour domestiquer les peuples.

Au moyen des institutions et des médias, c'est une véritable machine qui a été installée pour emprisonner les consciences dans un monde virtuel. Les concours se disputent aux divertissements : Réveillons, galettes des rois, carnaval, Saint-Valentin, Halloween, championnats, jeux olympiques, coupe du monde de foot, fête des mères, des Papis, des Mamies, « Voice » « Star'ac», etc. A chaque jour sa fête, à chaque jour son jeu !

S'il n'y a absolument rien à redire des traditions culturelles et sportives dont la fonction est de renforcer la cohésion sociale, force est de constater que tout est fait pour instrumentaliser et marchandiser celles-ci afin qu'elles servent les intérêts des classes dominantes. Outre le fait que chaque événement est l'occasion d'amasser de juteux profits, l'objectif est de persuader que la solution aux problèmes ne peut résider que dans la réussite individuelle et l'élimination de la concurrence. Il s'agit, en même temps, d'empêcher, à tout prix, l'émergence de projets communs qui puissent permettre aux peuples de réaliser leurs rêves à eux d'un monde humain, solidaire, juste et équitable.

Certes, l'ambition maitrisée et un esprit de saine émulation sont des moteurs nécessaires au dépassement de soi. Certes, la fierté ressentie après un succès et une réussite couronnant les efforts et les compétences personnelles sont légitimes. Certes, pour réussir, il faut « croire en ses rêves ». Mais ce qui est essentiel, c'est que ces rêves ne soient pas instrumentalisés, qu'ils ne soient pas le fruit de l'aliénation, bref, qu'ils soient vraiment les nôtres !

---

[7] *« L'entorse » de Vaimala Chaves a été pardonnée cette fois, mais beaucoup d'autres ont été détrônées pour avoir enfreint le protocole.*

PAWOL FONDOK

« Non, nous ne voulons rattraper personne. Mais nous voulons marcher tout le temps, la nuit et le jour, en compagnie de l'homme, de tous les hommes. Il s'agit de ne pas étirer la caravane, car alors, chaque rang perçoit à peine celui qui le précède, et les hommes qui ne se reconnaissent plus, se rencontrent de moins en moins, se parlent de moins en moins. Il s'agit pour le Tiers-Monde de recommencer une histoire de l'homme... »

Frantz FANON – Les damnés de la terre

FOK SAV SA

BRESIL : UN DICTATEUR DE PLUS AU SERVICE DES CLASSES DOMINANTES

Partout dans le monde, les classes dominantes organisent l'arrivée au pouvoir de chefs d'état d'extrême-droite chargés d'imposer des politiques néolibérales sauvages. Au Brésil, c'est l'ancien officier Jair BOLSONARO qui a été installé pour faire le sale boulot. Nous vous proposons un article de Rachel Knaebel qui présente les premières mesures prises par le nouveau dictateur. *(Source : Bastamag)*

« (…) Tout juste en poste, il a immédiatement décrété des mesures qui s'attaquent directement aux populations indigènes et aux droits des travailleurs. Le président d'extrême droite a ainsi décidé de transférer la compétence de la démarcation des terres indigènes au ministère de l'Agriculture. Cette démarcation était auparavant du ressort d'un organisme gouvernemental, la fondation nationale des indiens (Funai). Cette institution était chargée de cartographier et de protéger les terres traditionnellement habitées et utilisées par les communautés indigènes, qui comptent 900 000 personnes, selon l'ONG Survival International.

Fin de la protection des terres pour les communautés autochtones

Protégées, ce terres ne peuvent pas être accaparées par l'agrobusiness, ni soumises à la déforestation ou à l'extraction de minerais. Le transfert de la compétence au ministère de l'Agriculture représente donc une menace directe pour les populations indigènes : la nouvelle ministre de l'Agriculture, Tereza Cristina (l'une des deux seules femmes du gouvernement) est une fervente partisane des intérêts de l'agrobusiness. Elle était la tête de file du groupe des « ruralistes » – les gros propriétaires terriens – au Parlement brésilien, qui avait soutenu la candidature de Bolsonaro dès le premier tour des élections présidentielles d'octobre. Autant dire qu'aucune nouvelle démarcation de terres n'est à attendre sous cette législature.

Le droit à la terre des populations indigènes brésiliennes est garanti par la constitution de 1988, celle adoptée après la fin de la dictature militaire. *« Si nous sommes les premiers à être attaqués, nous devons être les premiers à réagir. Si nous avons résisté jusqu'à maintenant, ce n'est pas maintenant que nous allons reculer »*, a réagi Sonia Guajajara, activiste indigène brésilienne, qui a été candidate à la vice-présidence en octobre pour le parti de gauche PSOL.

Réforme du droit du travail, réforme des retraites et privatisation

Le nouveau président a également entériné la suppression du ministère du Travail brésilien, ainsi que de celui de la Culture, qui ne feront donc plus partie des priorités. Les compétences du ministère du Travail seront réparties entre le ministère de l'Économie et celui de la Justice. La politique culturelle sera du ressort du ministère de la Citoyenneté.

La revalorisation automatique du salaire minimum brésilien, mise en place par l'ancien président Lula en 2007, est également supprimée. Le 1er janvier, Jair Bolsonaro a signé un décret fixant le salaire minimum à 988 reais (233 euros) en 2019, soit moins que ce que le Parlement avait prévu lors du vote du budget. Le gouvernement prépare aussi de nouvelles réformes dérégulant le droit du travail, déjà entamées sous la présidence du néolibéral Michel Temer (qui avait pris la suite de Dilma Roussef après la destitution de celle-ci, en 2016)

ainsi qu'une réforme du système de retraites. La privatisation totale d'Eletrobras, la compagnie nationale d'électricité, est également annoncée.

Nettoyage idéologique des administrations

Le premier ministre, Onyx Lorenzoni, a indiqué vouloir un « nettoyage » idéologique des administrations publiques. Objectif : en chasser tous les personnels soupçonnés d'être trop proche de la gauche. Il s'agit, selon lui de *« dépétiser le Brésil »*, du nom du PT (Parti des travailleurs), le parti de l'ancien président Lula.

Ce « nettoyage » ne s'applique manifestement pas aux politiciens de droite impliqués dans des affaires de corruption, alors même que c'est en surfant sur la vague de la vaste opération anti-corruption lancée en 2014 que Bolsonaro est arrivé au pouvoir. Son premier ministre est lui-même accusé d'avoir bénéficié à deux reprises de financements illégaux de ses campagnes électorales, de la part de la multinationale agroalimentaire JBS, l'une des entreprises les plus mises en cause par les scandales de corruption. Cela ne dérange manifestement pas le président qui l'a confirmé à la tête de son gouvernement. Chef d'un gouvernement qui n'a jamais compté autant de militaires depuis la fin de la dictature, Bolsonaro a enfin déclaré qu'il libéraliserait le port d'arme par simple décret, sans passer par le Parlement. C'était une de ses promesses de campagne. Le pays connaît déjà l'un des taux d'homicides les plus élevés du monde et est également l'un des endroits où défenseurs des droits humains et militants écologistes sont le plus assassinés. 63 880 homicides ont été commis au Brésil en 2017, soit 175 par jour. »

FRANCE : LA VIOLENCE DU REGIME S'ETALE

Pendant le premier mois de mobilisation des « Gilets Jaunes », entre le 17 novembre et le 17 décembre, il y a eu 4570 personnes gardées à vue. Parmi elles, 3747 ont été trainées devant les tribunaux. 216 sont en prison. (Nous ne disposons pas encore des chiffres définitifs pour le mois suivant). Depuis, la répression s'est intensifiée et les violences policières se sont amplifiées : 89.000 membres des forces de l'ordre mobilisées. Flashballs, grenades, gaz lacrymogènes et matraques sont massivement utilisées contre les manifestants*[1]*. Parmi les 2000 blessés recensés, on compte des gens qui ont perdu un œil ou qui ont été mutilés. Des journalistes indépendants travaillant pour des organes de presse associatifs ont été sciemment visés. Belle démocratie !

2.000 blessés et mutilés depuis le début du mouvement !

Le gouvernement, mésestimant la lame de fond qui secoue son régime, avait cru que le mouvement s'étiolerait après la période des fêtes de fin d'année. Il n'en est rien. Alors, il a entrepris de franchir un pas de plus vers la fascisation. Le premier ministre, Edouard Philippe annonce une série de mesures pour violer le droit de manifester, ficher les opposants et les assigner à résidence sur la base du délit d'intention. Des demandes en règle de manifestation sont refusées. Des amendes pour « occupation sans autorisation de la voie publique », allant jusqu'à 3000 euros, sont maintenant utilisées contre les gilets jaunes.

Des personnes expulsées des ronds – points, après injonction de la Préfecture, ont reçu des amendes de plus de 150 euros pour n'avoir pas nettoyé le site.

Tout cela au prétexte que «l'état de droit ne serait pas respecté » et que « la République serait attaquée.» Pourtant ce régime n'a jamais cessé de soutenir les hordes « d'opposants » qui usaient de lance-roquettes artisanaux, détruisait des centres sociaux et brûlaient vif des êtres humains à Caracas, exigeant la démission du chef d'état vénézuélien.

L'opinion est préparée à accepter la dérive fasciste à tel point que, sans être inquiété pour incitation au meurtre, Luc FERRY, ancien ministre de …l'éducation Nationale se lâche contre les Gilets Jaunes sur « Radio Classique » *« Et alors ! Quand on voit des types qui tabassent à coups de pied un malheureux policier... Qu'ils se servent de leurs armes une bonne fois, écoutez, ça suffit !"* ou encore : *"On a, je crois, la quatrième armée du monde. Elle est capable de mettre un terme à ces saloperies, faut dire les choses comme elles sont"*. Parce que, voyez-vous, ce sont les policiers qui sont à plaindre. Une prime de 300 euros a été accordée aux semeurs de grenades et de matraque. Les médias aux ordres encouragent des collectes à l'intention de ceux-ci. Dans le même temps, une cagnotte lancée en solidarité à un gilet jaune est bloquée*[2] et, pour faire bonne mesure, la secrétaire d'Etat Marlène Schiappa demandant de dévoiler le nom de ceux qui y ont participé. Nul doute qu'il s'agit ici de ficher, de harceler judiciairement et d'intimider les opposants.

La fascisation du régime se manifeste également dans l'intensification de la désinformation et les attaques contre la liberté d'expression. Pour diaboliser les Gilets jaunes, les médias aux ordres ont passé en boucle quelques images de violences, certes inacceptables, mais incontestablement minoritaires et qui, souvent, étaient le fait de provocateurs ou de délinquants n'ayant rien à voir avec le mouvement populaire, essentiellement pacifique, qui menace le régime. La nouveauté, c'est que les Gilets Jaunes ont mi en action un réseau d'information alternative, systématisant la publication de vidéos, de témoignages et de d'émissions d'argumentation. A cela, le régime répond par l'intimidation et la censure : blocage de page facebook, restriction à l'accès des lieux de confrontation pour les journalistes alternatifs, etc.

Au bout du compte, nous assistons la à un affrontement décisif. Notre conviction reste que ce régime liberticide de pillards vit ses derniers temps.

*[1] - 13.500 grenades ont été lancées contre les manifestants pour chasser des Champs Elysées les manifestants dont les masques de protection avaient été saisis en amont.

*[2] - Il est évident que ce « boxeur » venu manifester en famille n'est pas un voyou. D'autre part, réagir à coup de poings contre des gens casqués et armés qui vous gazent et vous matraquent alors que vous exercez votre droit constitutionnel à manifester est-ce s'en prendre à « la République » ?

Le masque du roitelet est définitivement tombé

ITALIE : DES MAIRES REFUSENT D'APPLIQUER UNE LOI ANTI-MIGRANTS

Face à la vague de xénophobie qui déferle en Europe, à l'instrumentalisation de la question de l'immigration et aux politiques inhumaines mises en œuvre par les gouvernements occidentaux les forces progressistes résistent. C'est ce que confirme cette information que Jik An Bout partage avec vous.

Manifestation de soutien au maire communiste Domenico Lucano et contre Matteo Salvini. --- (Photo : REUTERS/Yara Nardi)

(Extrait d'un article d'Anne Le Nir relevée sur le site de RFI) :

« (…) des dizaines de maires, dont certains à la tête de grandes villes du pays redoutent les mesures qui détruisent les politiques d'inclusion sociale et augmentent le nombre de clandestins. Et, par conséquent, les situations d'insécurité dans la péninsule. Le chef file des maires qui refusent d'appliquer la loi du ministre de l'Intérieur*, Matteo Salvini, est celui de Palerme, Leoluca Orlando, qui se bat sans relâche pour un accueil des migrants dans le respect de leur dignité. L'édile sicilien estime que le texte « *viole les droits de l'homme* » et le qualifie de « *criminogène* » « *parce qu'il transforme en clandestins,* dit-il, *des personnes qui seront rayées de la liste des résidents* ». Ce qui supprimera leur droit aux services de santé publique gratuits. Les maires d'autres grandes villes, comme ceux de Milan, Padoue, Florence et Naples s'inquiètent aussi des effets de la **nouvelle loi** qui, selon eux, « *minent l'intégration sociale des migrants* ». »

** Il s'agit d'un décret-loi publié par le ministre italien dont la principale mesure est l'abolition des permis de séjour humanitaires jusque là accordés aux personnes vulnérables.*

5 MILLIONS D'INDIENNES FORMENT UNE CHAINE DE 620 KILOMETRES POUR LES DROITS DES FEMMES

Nous reprenons ici un extrait d'un article d'Isabelle Vanbrabant relatant cet événement historique. (Voir intégralité de l'article sur le site du PTB (https://ptb.be). La question qui s'impose est la suivante : Pourquoi cette information n'a-t-elle pas fait la une des médias occidentaux ?

« (…) Un événement admirable s'est produit ce 1er janvier dans l'État indien du Kerala, dans le sud-ouest du pays : cinq millions de femmes ont formé une chaîne humaine de 620 kilomètres, allant de Thiruvananthapuram, la capitale provinciale, à Kasaragod, dans le nord de l'État. Ces millions de femmes se sont rassemblées, poing fermé, le long des routes et autoroutes. Les oratrices ont dénoncé le sexisme et la discrimination. Des milliers d'hommes ont montré leur solidarité en formant une seconde chaîne humaine. L'événement a été l'initiative de plusieurs organisations religieuses et de la société civile, rassemblées par le CPI(M), c'est-à-dire le Parti communiste d'Inde (marxiste), à la tête du gouvernement de l'État du Kerala. (…) »

BILLET DU CNCP

SE RASSEMBLER, S'ACCORDER ET AGIR ENSEMBLE POUR NOTRE ÉMANCIPATION

La rencontre a été particulièrement fructueuse.

Au début de chaque nouvelle année, Il est de tradition pour les partis politiques de faire un bilan de la période passée et de présenter leurs objectifs pour celle à venir. Ce dimanche 13 janvier, à l'aube de 2019, le CNCP avait choisi d'innover en invitant des militants et sympathisants ainsi que des représentants d'organisations anticolonialistes, avec lesquelles il collabore, à se rencontrer.

L'objectif était, d'une part, d'échanger leurs analyses sur la situation économique, politique et sociale au point de vue national et international et, d'autre part, de dégager des convergences pour les actions à venir.

Après les mots d'accueil de Jean ABAUL, président du CNCP, les participants se sont largement exprimés. Premier constat : tous et toutes sont conscients que nous sommes dans une période de très vives tensions tant au plan international qu'au plan national et cela demande que les militants et militantes se mobilisent davantage encore pour faire avancer la lutte pour la souveraineté et l'émancipation.

Beaucoup ont rappelé la nécessité indispensable du rassemblement de toutes les forces anticolonialistes et souverainistes. Dans le même temps, plusieurs participants ont insisté sur la nécessité de se démarquer clairement des courants opportunistes qui se font les relais objectifs des colonialistes. Les attaques menées contre notre drapeau national par l'exécutif de la CTM et les choix de cette institution en matière politique et économique ont été fermement dénoncés.

Des intervenants ont insisté sur la nécessité de faire confiance à la jeunesse et de comprendre ses méthodes de lutte mais, aussi, de réfléchir aux moyens de transmettre l'expérience des militants plus âgés.

Enfin, les participants se sont accordés sur des actions à venir afin de renforcer la dynamique de rassemblement et la synergie des alternatives.

La rencontre s'est achevée avec le partage d'un pot convivial.

Jean ABAUL (CNCP)

« Ce fut un moment d'échange fructueux et convivial, rendu possible par le respect qui existe entre nos organisations. Nous avons pu faire un tour d'horizon sur les causes de l'ankayage de notre pays et formaliser nos points de vue sur un certain nombre de questions importantes. Par exemple, nous avons échangé des éclairages sur la question de la jeunesse et du panafricanisme.
Nous sommes convenus de programmer des actions communes, en particulier une initiative sera prise pour défendre le drapeau Rouge Vert Noir. Nous allons aussi travailler avec les organisations des autres colonies de la France pour poser devant l'ONU la question de la décolonisation. La décision a été prise de se revoir très prochainement. »

Sandrine Faniwa Toussay (MODEMAS)

« Le bilan que je fais de cette manifestation, c'est…le dialogue ! Savoir parler et écouter l'autre ! Après tout, nous avons tous le même objectif qui est notre propre souveraineté et de vivre ce que nous sommes dans notre culture, avec nos origines et sur le même territoire. L'ambiance était très conviviale. Les participants étaient très respectueux les uns envers les autres, et ça m'a vraiment touchée. »

Jean-Pierre ETILE (PKLS)

« L'année 2019 commence bien avec une rencontre comme celle-ci qui a permis à trois organisations anticolonialistes, CNCP, MODEMAS et PKLS, de pouvoir échanger entre elles mais surtout avec d'autres personnes qui sont venues voir ce que nous pouvons faire ensemble pour faire en sorte que les Martiniquais puissent avoir davantage confiance pour mener la lutte, se mobiliser et arriver à déterminer des actions concrètes qui permettront de faire avancer notre lutte de libération. »

Garcin MALSA (MODEMAS)

« Je crois que nous commençons l'année tambour battant ! Il faut féliciter le CNCP pour l'organisation de cette rencontre qui nous a permis de faire un point global sur la situation en Martinique et dans le monde, qui nous a permis aussi de mettre en place une stratégie commune prenant en compte la question identitaire et d'affirmer notre détermination à défendre le drapeau Rouge Vert Noir. Nous sommes convenus de continuer à avancer vers la pleine souveraineté des dernières colonies et particulièrement de la Martinique. Comme nous l'avons déclaré dans une réunion que nous avons faite à Paris avec des représentants des autres colonies, nous nous battrons pour que la Martinique, la Guyane , la Réunion et la Martinique soient réinscrites, à l'ONU, sur la liste des pays à décoloniser. Autre point important, nous sommes convenus que, dès à présent, nous fassions un effort solidaire pour mettre en place une véritable économie alternative à partir de nos peuples respectifs. »

LES RÉSISTANTS DU GROUPE MANOUCHIAN (1943-1944) - Partie 2/2

En Europe, aujourd'hui, la propagande raciste et xénophobe des fascistes atteint des sommets. Les gouvernements multiplient les mesures contre les immigrés dont ils ont fait leurs boucs émissaires. Il nous semble important de rappeler ce que les travailleurs immigrés du groupe Manouchian ont apporté à la « France Libre ». Nous reproduisons ici un article de Matthieu Lepine. ***(Source : matthieulepine.wordpress.com)***

« (…) En février 1943, Missak Manouchian s'engage dans la branche armée de la MOI[3]. Le 17 mars, il effectue son premier attentat contre l'occupant. Rapidement, il obtient des responsabilités au sein de l'organisation. En juillet, il succède au tchèque Alik Neuer, arrêté par la police, au poste de commissaire technique des FTP-MOI dans la capitale. Il en devient même le principal dirigeant à partir du mois d'août et donc le chef de la résistance parisienne. A la tête d'un groupe composé d'une soixantaine de combattants, il va pendant plusieurs mois organiser la résistance dans la capitale. Ses troupes passent à l'action plusieurs fois par semaine. Attentas, exécutions d'officiers allemands en plein jours, déraillement de trains, ils ne laissent aucun répit à l'occupant.

Les membres du groupe connaissent les risques qu'ils prennent en commettant de tels actes. Nombre d'entre eux ont vu des proches, des amis ou des camarades arrêtés ou déportés(4). « Avant l'action, nous avions des tremblements » affirme le résistant Henri Karayan (5), « mais au moment de l'action, tout s'arrêtait ». Manouchian préparait minutieusement les différentes opérations. « Il a réfléchi, sur le terrain, à toutes les erreurs à ne pas commettre. Sa stratégie, c'est d'abord d'éviter les opérations suicides. Dogme intangible : avant chaque action, vérifier l'équation selon laquelle cent pour cent d'efficacité égalent cent pour cent de sûreté. Nécessité, aussi, de constituer un arsenal suffisant. Nécessité, enfin, de frapper l'ennemi dans ses centres nerveux(6) ». Rien n'est laissé au hasard. Les armes, les résistants se les font directement livrer par avion depuis Londres. Là-bas, convaincu par Jean Moulin, le général de Gaulle a accepté d'armée la résistance communiste. Malgré leur jeunesse, une grande partie d'entre eux est déjà aguerrie au combat. Certains ont notamment été formés dans les Brigades internationales.

Par leurs actions, les membres du groupe Manouchian voulaient montrer à l'occupant, mais aussi à la population française, que la résistance était encore debout. Plusieurs de leurs actions ont un retentissement important. On trouve en effet au tableau de chasse de l'organisation plusieurs officiers nazis comme le colonel et responsable du STO Julius Ritter ou les généraux Von Schaumburg et Van Apt. Des casernes militaires, des libraires nazies ou en-

core le siège du parti fasciste italien seront aussi pris pour cible. Au total, plus d'une centaine d'actions sont attribuées aux résistants de la MOI entre février et novembre 1943. Chacune d'entre elle représentera une source d'espoir pour des milliers de français qui par peur de la répression féroce des allemands n'osaient entrer dans la lutte armée contre l'occupant. Les importants moyens mis en place par les nazis pour traquer le groupe Manouchian sont la preuve flagrante de l'efficacité des actions de la résistance. En effet, pas moins de 200 agents sont chargés de traquer les membres de l'organisation clandestine parisienne. Brigades spéciales, renseignements généraux, agents municipaux, la police française participera activement à l'opération(7).

Une situation improbable donc, « voilà des combattants étrangers engagés dans la libération de la France qui se retrouvent repérés, filés, arrêtés par des policiers français œuvrant au service de l'occupant allemand »(8). Après des semaines de filature, ils sont une trentaine de résistants à être arrêtés en novembre 1943. Parmi eux, Missak Manouchian, leader parisien des FTP-MOI et Joseph Epstein, chef régional de l'organisation(9). Cette arrestation met fin à la résistance armée au sein de la capitale pendant plusieurs mois. Après avoir été torturés des heures durant, 24 des interpellés sont présentés devant une cour martiale allemande le 19 février 1944. Un simulacre de procès a alors lieu. Il débouche sur la condamnation à mort de vingt trois d'entre eux. Les nazis profitent alors de l'occasion pour lancer une importante campagne de propagande destinée à diaboliser la résistance. Des milliers d'affiches et de tracts sont ainsi diffusés dans plusieurs grandes villes du territoire. Sur ces documents, Manouchian et neuf membres de son groupe sont présentés comme des terroristes.

Xénophobe, antisémite, « l'Affiche rouge » assimile la résistance à un « complot étranger contre la vie des Français et contre la souveraineté de la France ». Cependant, plutôt que de répugner la population, cette affiche va venir lui rappeler que la lutte contre l'occupant est encore bien vivante. Certains déposeront même des fleurs aux pieds de quelques affiches. Le 21 février 1944, trois jours après leur procès, 22 des résistants condamnés sont fusillés au Mont-Valérien(10). Quelques minutes avant de mourir, Missak Manouchian écrit ces mots à sa femme Mélinée : « J'en suis sûre que le peuple français et tous les combattants de la Liberté sauront honorer notre mémoire dignement. Au moment de mourir je proclame que je n'ai aucune haine contre le peuple allemand et contre qui que ce soit ». Jamais les FTP-MOI parisiens ne se seront soumis à la haine, pas même au moment d'être fusillés. Jamais ils n'auront assimilé le peuple allemand à la barbarie nazie (« Je n'ai jamais tué d'allemands, je n'ai tué que des nazis », Henri Karayan(11)). Jamais, ils n'auront perdu espoir en un avenir meilleur (« le peuple Allemand et tous les autres peuples vivront en paix et en fraternité après la guerre qui ne durera plus longtemps », Missak Manouchian).

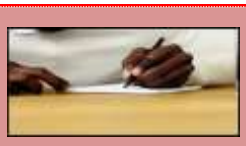
70 ans après la disparition des membres du groupe Manouchian, il est plus que jamais essentiel de garder vivante leur mémoire. A travers leur courage, leur humanisme, leur espoir sans faille en un avenir meilleur ou encore leur lutte contre la haine et le fascisme, ils ont œuvré pour la paix. Arméniens, espagnols, italiens, roumains, hongrois, polonais ou encore français, ces hommes et ces femmes ont su unir leur force au service l'émancipation humaine. Combattants de la liberté et de la fraternité, ils incarneront à jamais le visage de la Résistance. »

SUGGESTION DE LECTURE

☞ **https://www.bastamag.net / « *Ces petites victoires qui contribuent à améliorer les fins de mois et à retarder la fin du monde* » par Rédaction**

☞ ***https://www.alainet.org/ Sur le 70e anniversaire de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme par Alejandro Teitelbaum***

AGENDA



SWARÉ DANMYÉ-KALENNDA-BÈLÈ 2019

Samedi 19 Janvier (Début : 7 h 30)

Espace culturel Bôkannal

Ex-école Marcel PLACIDE

★

www.jikanbouttv.com

A découvrir :

Appel aux Peuples du monde

(versions française, anglaise et espagnole)

« On ne lâche rien » :

chanson des Gilets jaunes sous-titrée en anglais

Pour nous contacter : jikanbouttv@gmail.com

★★★

Ce journal vous a été offert par le C.N.C.P
(Conseil National des Comités Populaires)